



ECHOS *de la* MONUSCO

Volume VIII - N°57 • Mai 2016



Journée internationale des Casques bleus

Hommage à nos héros



Des éléments du contingent pakistanais jouant du "Rubab", un instrument de musique traditionnel de la région nord du Pakistan

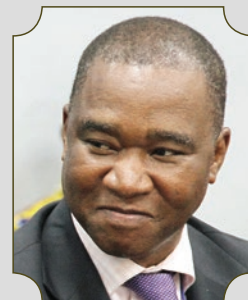
Photo MONUSCO/Bilaminou Alao

Casques Bleus

“Exposer sa vie pour que le monde vive en paix”

✍ Par Charles A. Bambara*

“**N**ous célébrons le courage, la bravoure, le don de soi, le dévouement,



et surtout l'abnégation des hommes et femmes, des troupes qui ont choisi de servir de nobles idéaux de la paix sous la bannière des Nations Unies. Exposer sa vie pour que le monde vive en paix est une cause noble ». Cette citation est du vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur et de la sécurité, Mr Evariste Boshab à l'occasion de la journée internationale des Casques bleus à Kinshasa.

Le ministre Boshab résume très bien en quelques mots pourquoi une telle journée a été décrétée en faveur de Casques bleus. Depuis 1948 ces artisans de paix ont commencé à servir les nations du monde. Ces Casques bleus sont un instrument de la communauté internationale pour ramener la paix dans un monde déchiré par les guerres, qui sont de plus en plus violentes avec des conséquences humanitaires catastrophiques.

Et pour coller à cet esprit de don de soi des Casques bleus, le thème de cette année est “*Rendons hommage à nos héros*”, comme pour célébrer les 125.000 militaires, policiers et employés civils qui servent dans 16 opérations de maintien de la paix. Il s'agit du plus grand déploiement de casques bleus dans l'histoire des Nations Unies. Ils sont près de 20.000 militaires en RDC, et la MONUSCO, l'une des plus grandes missions de paix dans le monde. La Mission onusienne a joué un rôle important dans la pacification du pays notamment dans sa partie est, déchirée depuis plus de deux décennies par les conflits armés.

Maman Sambo Sidikou, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, a salué dans son adresse à l'occasion de cette journée “*la reprise de la coopération entre la MONUSCO et les autorités nationales, particulièrement la reprise des opérations coordonnées entre les FARDC et la Force de la MONUSCO*”. D'ailleurs Evariste Boshab dira entre autre “*travailler pour la paix c'est d'abord et avant tout lutter pour éliminer les causes de la guerre, afin que la paix s'enracine vraiment*”.

C'est l'engagement pris par la MONUSCO de lutter aux côtés des FARDC pour que la paix ne soit pas un vain mot en RDC. Le lancement de l'opération militaire conjointe USALAMA avec les FARDC contre les ADF, le soutien militaire ferme des Casques bleus à l'armée congolaise contre les FDLR dans l'opération Nyamuragira, sont autant de preuves que la MONUSCO est déterminée à respecter ses engagements décrits dans la résolution 2277, laquelle réitère la nécessité de protection des civils et de neutralisation des groupes armés.

De nombreux progrès ont été réalisés 17 ans après l'arrivée de la mission de paix onusienne en RDC, mais le travail n'est pas achevé. Le Conseil de sécurité et le leadership de la Mission restent déterminés à achever le travail entrepris par les Casques bleus en RDC avant de finaliser la stratégie de sortie du pays, qui doit être liée à l'amélioration de la situation sécuritaire en RDC. ■

*Directeur de la Division de l'Information Publique

Sommaire

Dossier

- 3 Rendons hommage à nos héros
- 4 Hommage à nos héros morts au service de la paix en RDC
- 5 Commémoration de la Journée internationale des Casques bleus à Kinshasa
- 6 La RDC reconnaissante envers les Nations Unies
- 7 Commémoration de la Journée internationale des Casques bleus dans les secteurs
- 10 Témoignages : la parole aux Casques bleus
- 14 Commissaire général Abdounasir Awale : Des milliers de policiers congolais ont été formés pour la sécurisation du processus électoral par la police MONUSCO et ces formations continuent à travers la RDC

Actualité

- 16 Les partenaires de la RDC s'inquiètent des tensions politiques grandissantes

Entretien avec...

- 18 Abdourahmane Diallo, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO en RDC : la liberté de la presse est un des piliers de la démocratie et de l'Etat de droit

Photo couverture :

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Maman Sidikou déposant une gerbe de fleurs - Photo MONUSCO/Michael Ali

Directeur de l'Information Publique

Charles Antoine Bambara

Chef Unité des Publications

Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef

Abdourahmane Diallo

Infographiste

Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Bilaminou Alao, Jean-Pierre Elali Fabien Faivre, Anne Hermann, Guy Karema, Fatou Jobe, Mbaye Sady Diop, Marcelline Comlan, Yulu Kabamba, Nana Rosine Ngangoue, Jean-Tobie Okala, Marylène Seguy, Tom Tshibangu, Joseph Tshimanga



Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies

Rendons hommage à nos héros

La croissance massive que connaissent depuis quelques années les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, tant par leurs effectifs que par leur complexité, témoigne de la confiance qu'elles inspirent dans le monde. Il y a quinze ans, le personnel militaire et policier des Nations Unies comptait moins de 40 000 membres. Aujourd'hui, plus de 105 000 agents en tenue, originaires de 124 pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police servent sous les couleurs du drapeau des Nations Unies, aux côtés de 18 000 membres du personnel civil recrutés sur les plans international et national et de Volontaires des Nations Unies. Ils incarnent les aspects les meilleurs de la solidarité mondiale et servent avec courage dans des environnements dangereux pour assurer la sécurité de certaines des populations les plus vulnérables.

Par Ban Ki-moon*

Au cours de l'année écoulée, les «Casques bleus» déployés dans 16 opérations de maintien de la paix à travers le monde ont sauvé d'innombrables vies, ont fait progresser la cause de la paix et ont suscité l'espoir. Au Soudan du Sud, plus de 200 000 civils qui craignaient pour leur vie ont trouvé refuge dans les bases des Nations Unies. En République centrafricaine, les Casques bleus ont aidé à organiser des élections présidentielles et législatives d'importance historique qui ont permis à ce pays naguère en proie à de graves troubles de s'engager sur la voie de la paix et de la stabilité. Dans l'est de la République démocratique du Congo, ils ont combattu des groupes armés et ont réussi à convaincre les ex-combattants de déposer

les armes. Au Mali, ils ont subi de graves pertes qui ne les ont toutefois pas empêchés d'accomplir leur mission. En Haïti, la Police et des experts civils des Nations Unies ont aidé à endiguer la violence des bandes criminelles. Alors que les craintes liées à Ebola se répandaient de par le monde, les Casques bleus en poste au Libéria ont assuré la sécurité des experts internationaux qui s'efforçaient d'enrayer la propagation du virus.

Dans de nombreux pays, le personnel de la lutte antimines des Nations Unies a remis en état des zones dangereuses jonchées de mines et de restes explosifs de guerre, y compris des armes à dispersion, et en a fait des terrains se prêtant à nouveau à la construction d'écoles et d'hôpitaux et à l'agriculture.

Si la taille, la complexité et le succès des

opérations de maintien de la paix n'ont cessé d'augmenter, il en va malheureusement de même pour les risques qui y sont liés. À l'aube du nouveau millénaire, une trentaine de Casques bleus perdaient la vie chaque année ; à l'heure actuelle, ce nombre a grimpé à 120 en moyenne.

L'année dernière, 129 d'entre eux ont péri dans l'exercice de leurs fonctions. Ils venaient de 50 pays différents et étaient issus des rangs de l'armée, de la police, des fonctionnaires internationaux, des volontaires de l'ONU et du personnel recruté sur le plan national. Leurs parcours étaient d'une grande diversité mais tous avaient en commun leur héroïsme et la conviction que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies constituent une force pour le bien à travers le monde et doivent le demeurer.

C'est pourquoi il est essentiel de mettre fin aux cas particulièrement préoccupants d'exploitation et d'atteintes sexuelles commises par les forces internationales déployées dans des régions en proie à des troubles. Je n'ai eu de cesse d'appeler à placer les victimes au cœur de notre action. Je m'efforce activement d'aborder ce grave problème chaque fois que j'en ai la possibilité tout en exhortant les États Membres, seuls habilités à sanctionner leurs soldats, à imposer des mesures sévères afin de faire pleinement justice aux populations touchées et de soulager la douleur qu'elles ressentent.

L'année dernière, j'ai chargé un groupe indépendant de haut niveau d'examiner les moyens de renforcer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour mieux répondre aux problèmes actuels et à venir. Nous nous employons énergiquement à adapter ces opérations et à y apporter des améliorations bien précises pour qu'elles soient plus rapides, plus réactives et davantage amenées à rendre des comptes aux autorités et, surtout, aux populations des pays que nous sommes chargés de servir.

En cette Journée internationale des Casques bleus, nous rendons hommage à nos héros, plus d'un million d'hommes et de femmes qui ont servi sous les couleurs du drapeau des Nations Unies avec fierté, distinction et courage depuis le premier déploiement du personnel de maintien de la paix en 1948. Nous saluons avec gratitude la mémoire des plus de 3 400 Casques bleus qui, depuis cette date, ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions.

Nous leur sommes à jamais reconnaissants. Nous nous engageons aujourd'hui à réaliser le plein potentiel des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour faire advenir un monde meilleur ■

*Secrétaire général des Nations Unies



Photo MONUSCO/Michael Ali

La commémoration de la Journée internationale des Casques bleus devant le mémorial des Casques bleus au quartier général de la MONUSCO à Kinshasa

Hommage à nos héros morts au service de la paix en RDC

De la MONUC (1999-2010) à la MONUSCO (depuis 2010), la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC a eu progressivement une présence significative de Casques bleus en RDC. Ces derniers, provenant de 45 pays contributeurs de troupes, sont venus au chevet de la République démocratique du Congo, victime de conflits et de violences multiformes. Parmi ces hommes et femmes, bon nombre sont tombés au champ de bataille, armes à la main. Ils sont morts en défendant les idéaux chers aux Nations Unies comme la paix, la liberté et la solidarité internationale. Ils sont morts pour que le Congo retrouve la paix et la stabilité.

✉ Par Jean-Pierre Elali et Marylène Seguy/MONUSCO

Avec près de dix-sept ans de présence en République démocratique Congo, la MONUSCO (appelée MONUC de 1999 à 2010) a, comme chaque année, rendu un vibrant hommage à ces Casques bleus morts pour la cause de la paix en RDC.

Les contingents asiatiques ont perdu le plus de soldats en RDC

Selon les statistiques, il apparaît que c'est le continent asiatique qui vient en tête du peloton avec 87 Casques bleus morts en RDC. L'Inde est le pays qui a perdu le plus de ses fils en terre congolaise, avec 26 pertes parmi les Casques bleus, de 1999 jusqu'en avril 2016. Le Bangladesh est le deuxième pays ayant perdu le plus de soldats, avec 25 morts. Ensuite, il y a le Pakistan, avec 16 pertes, puis le Népal qui compte 10 pertes, la Jordanie 3, les Philippines 2. L'Ukraine, la Malaisie,

l'Indonésie, Fiji et la Chine ferment la liste avec une victime par pays.

L'Afrique est le deuxième continent ayant enregistré le plus de victimes, avec 85 morts parmi les Casques bleus. La République sud-africaine a perdu 22 Casques bleus au Congo, suivi du Sénégal avec 12 pertes et du Bénin 9 ex-æquo avec la Tanzanie également 9. Ensuite, il y a 8 Casques bleus morts pour le Malawi, 4 pour le Kenya et le même nombre pour la Tunisie. Le Liberia, le Mali, le Maroc et le Nigeria ont respectivement perdu 2 Casques bleus chacun. Enfin, Le Niger, le Cameroun, la Guinée, le Burkina Faso, la Mauritanie, l'Algérie, la Côte d'Ivoire et la Zambie ont déploré la perte d'un soldat chacun.

Pour l'Amérique latine, l'Uruguay vient en tête, avec 12 Casques bleus qui ont péri en RDC, le Guatemala est en deuxième position avec 9 pertes, la Bolivie avec 3 Casques bleus morts. Enfin, le Paraguay, une perte.

En Amérique du Nord, les Etats Unis ont perdu trois soldats en RDC et le Canada un. L'Europe vient en dernière position. La Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Allemagne et la Belgique ont perdu chacune un Casque bleu pendant la période sous examen.

Ainsi, pour perpétuer la mémoire des Casques bleus décédés, la MONUSCO a érigé une stèle in Memoriam à l'entrée de son quartier général à Kinshasa.

Outre les militaires, des civils ont également perdu la vie au service de la paix en RDC.

En effet, il convient de noter que les casques bleus ne sont pas seulement des militaires issus des contingents des pays contributeurs. Ce sont aussi des civils venus du monde entier qui travaillent également au sein des missions de maintien de la paix. Notre collègue William Elachi Alwiga était de ceux-là. Il travaillait à Goma, dans l'est du pays, au sein de la Division de l'Information publique de la MONUSCO. Citoyen kenyan, il avait travaillé quelques années auparavant pour la mission des Nations Unies au Timor Oriental avant de rejoindre la MONUC en 2004. William Elachi est décédé à Goma en octobre 2014, laissant derrière lui le souvenir d'un homme généreux et dévoué à la cause d'autrui.

William Elachi Alwiga : «A true public servant»

Toutes les personnes qui ont connu William Elachi Alwiga, qu'elles aient travaillé avec lui ou non, lui reconnaissent des qualités exceptionnelles qui devraient en inspirer plus d'un. Selon ses collègues et tous les autres membres du personnel de la Mission qui l'ont connu, il avait une patience sans commune mesure, une grande capacité d'écoute, une intégrité, une pudeur et une discrétion extraordinaires. Sympathique et serviable, il était d'une grande simplicité et d'une humilité sans pareille.

Quand un journaliste international ou national était en difficulté à la grande barrière de Goma pour diverses raisons, William était toujours là pour l'assister, quand un correspondant téméraire d'un média étranger s'aventurait sans prévenir dans une zone sous le contrôle des groupes armés, en mettant sa vie en danger, c'est encore William qui remuait ciel et terre pour le sortir vivant de la zone.

William Elachi Alwiga était l'incarnation même du prototype de ce que les Britanniques appelleraient *"a true public servant"*. La traduction française avec l'expression «un vrai fonctionnaire» ne reflète absolument pas la dimension vocation au service public qu'implique l'expression anglaise. ■

Commémoration de la Journée internationale des Casques bleus à Kinshasa

Parade des troupes de la MONUSCO aux côtés de leurs frères et sœurs d'arme de la RDC, dépôt de gerbes de fleurs pour tous les soldats de la paix tombés dans ce pays, observation d'une minute de silence en leur mémoire, hymnes et levée de drapeaux, discours officiels et lecture du message du Secrétaire général de l'ONU, chants, danses et chorégraphies, les activités de commémoration de la Journée internationale des Casques bleus ont été riches et variées, avec une forte représentation du corps diplomatique, ainsi que des autorités gouvernementales congolaises.

Par Joseph Tshimanga/MONUSCO



Photo MONUSCO/Michael Ali

M. Sidikou passant en revue les troupes prenant part à la commémoration de la Journée des Casques bleus à Kinshasa

Au moment où la MONUSCO et les Forces armées de la République démocratique du Congo sont engagées à réaliser le plein potentiel de leur coopération, le Représentant spécial du Secrétaire général a eu des mots justes pour qualifier l'évolution de cette coopération de satisfaisante. Maman Sidikou a, dans son mot de circonstance, salué la reprise de la coopération entre la MONUSCO et les autorités de la RDC, particulièrement la reprise des opérations coordonnées entre les FARDC et la Force de la MONUSCO, ce qui, selon lui, va certainement contribuer à améliorer la situation sécuritaire dans l'est du pays.

Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, qui représentait le gouvernement, a également salué cette coopération. Il a magnifié la technicité et

l'abnégation des Casques bleus onusiens, aussi bien ceux décédés en RDC que ceux, vivants, qui continuent à œuvrer pour la paix et la stabilité de ce pays, à travers leur bravoure, leur esprit de sacrifice, ainsi que leur professionnalisme.

"Ces hommes et femmes dévoués à la paix!"

La Division de l'Information publique de la MONUSCO a produit un film documentaire de 11 minutes sur *"Ces hommes et ces femmes dévoués à la paix"*. Ce film documentaire retraçant la vie et les actions des soldats de la paix en RDC a été diffusé le 26 mai au cours d'une rencontre entre des représentants de l'équipe dirigeante de la Mission, la presse congolaise et quelques invités. La diffusion du film a été suivie d'un débat, au cours duquel le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC chargé des

Affaires humanitaires, le Dr. Mamadou Diallo, et le Commandant de la Force de la MONUSCO, le général de corps d'armée Derrick Mbuyiselo Mgwebi, ont tour à tour répondu aux questions de la presse et des invités sur la présence des troupes de l'ONU dans l'est et leur responsabilité, quant aux massacres perpétrés par les éléments armés de l'ADF contre les populations civiles à Beni, ainsi que les opérations coordonnées entre les FARDC et la Force de la MONUSCO pour y mettre un terme.

"Même s'il y a des difficultés et des incompréhensions, face à la guerre asymétrique des groupes armés, les Casques bleus et les FARDC ont la possibilité de collaborer, de travailler et de vivre ensemble. La protection des civils reste l'une des principales priorités du mandat de la MONUSCO", ont affirmé les deux officiels de la MONUSCO. ■

La RDC reconnaissante envers les Nations Unies

Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Evariste Boshab, qui représentait le Gouvernement de la RDC à la cérémonie officielle de commémoration de la Journée des Casques bleus à Kinshasa, a tenu à exprimer les remerciements du Gouvernement et du peuple congolais aux Casques bleus des Nations Unies pour l'assistance qu'ils apportent dans la pacification et la stabilisation du pays.

Extraits de son discours.

“Aujourd'hui est un grand jour pour la République démocratique du Congo et les Nations Unies. Nous célébrons le courage, la bravoure, le don de soi, le dévouement, et surtout l'abnégation des hommes et femmes, des troupes qui ont choisi de servir de nobles idéaux de la paix sous la bannière des Nations Unies. Exposer sa vie pour que le monde vive en paix est une cause noble. Par ma voix, au nom du Président de la République, Chef de l'Etat, du Premier ministre, et du peuple congolais tout entier, le Gouvernement de la République démocratique du Congo renouvelle ses remerciements et sa sympathie à ceux qui servent sous les couleurs des Nations Unies dans les conditions que nous connaissons tous afin que la paix ne soit pas un vain mot.

Travailler pour la paix, c'est d'abord et avant tout lutter pour éliminer les causes de la guerre afin que la paix s'enracine véritablement. Faut-il pour autant plaider pour la fermeture des usines d'armement, alors que le terrorisme dans son aveuglement frappe les innocents de manière impitoyable ? Faut-il soutenir, comme du temps de la Rome antique, que qui veut la paix prépare la guerre ? La République démocratique du Congo, qui a connu la déstabilisation de ses institutions depuis l'aube de l'indépendance, connaît le prix de la paix. Pour l'instant, établir la paix en République démocratique du Congo, c'est aussi mettre en place une armée nationale forte et dissuasive, capable de



M. Boshab prononçant son discours à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale des Casques bleus à Kinshasa

défendre l'intégrité du territoire national dans toutes les circonstances.

A présent, nous voulons remercier les Nations Unies, puisque notre pays est bénéficiaire de cette contribution de ses professionnels qui, au prix de leur sang et de tant de sacrifices, se battent aux côtés de nos militaires afin que la protection des civils dans des zones de conflits ait tout son sens. Héros, ils le sont. Ainsi, le peuple

congolais dans toute sa diversité se joint à la communauté mondiale pour leur rendre les hommages dignes de la grandeur de leur âme. C'est un hommage mérité d'un peuple épris de paix et qui souhaite la paix à toutes les nations. Mesdames et Messieurs, distingués invités, que le sang de ceux qui sont partis au-delà, ainsi que la souffrance de ceux qui vivent encore servent de repères pour dire "plus jamais la guerre". ■

Maman Sidikou, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Chef de la MONUSCO



« Je suis heureux de vous informer qu'en ce moment même, la MONUSCO est en train de soutenir l'opération USALAMA des FARDC, qui vise à neutraliser les groupes armés qui massacrent les populations innocentes dans la zone de Beni. Je saisis également cette opportunité pour adresser notre sympathie au gouvernement et aux populations affectées par les exactions de ces groupes armés.

Je tiens ici à vous assurer que les efforts de neutralisation des groupes armés seront poursuivis et intensifiés dans les jours et semaines à venir, et font partie d'un effort plus large visant à réduire les conflits dans le nord de Beni, relever les défis politiques et sociaux dans la région et promouvoir la stabilité».

Commémoration de la Journée internationale des Casques bleus à travers la RDC

Haut-Katanga : le Gouverneur se réjouit de la contribution des Casques bleus dans sa province



Photo MONUSCO/Nana Rosine Ngangoue

Des éléments de la Police nationale congolaise prenant part à la commémoration de la Journée à Lubumbashi

La Journée internationale des Casques bleus a été célébrée le 27 mai 2016, au quartier général de la MONUSCO à Lubumbashi, en présence des autorités politiques et militaires de la province du Haut-Katanga, des représentants du corps diplomatique accrédités à Lubumbashi, des chefs des agences du système des Nations Unies, du personnel de la MONUSCO Lubumbashi et de plusieurs invités. A cette occasion, le Gouverneur de Province, Jean-Claude Kazembe Musonda, a salué la contribution de la MONUSCO dans la pacification du pays en général et de sa province en particulier.

Dans son message à l'occasion de cette journée, le Gouverneur de la province du Haut-Katanga s'est réjoui de la contribution des Casques bleus aux côtés des FADRC pour combattre les forces négatives internes et externes qui sévissent encore à certains endroits du pays et qui tuent les paisibles populations. Il a salué la grande détermination et l'entier dévouement dont ont fait preuve les soldats de la paix et l'ensemble du personnel de la MONUSCO dans la gestion des grandes questions de l'heure en République démocratique du Congo et particulièrement dans la province du Haut-Katanga, en collaboration avec

les autorités provinciales. Jean-Claude Kazembe a en outre déclaré qu'en cette année, les défis électoraux et politiques

en RDC nécessitent une culture de la paix, l'entretien d'un climat de tolérance et de dialogue permanent. Il a souligné que cet amour de la paix et cet attachement au dialogue constructif faciliteront le retrait progressif de la MONUSCO, car, soutient-il, "le peuple congolais ne sera pas et n'est pas un bébé éternellement assisté".

Par ailleurs, en marge de cette célébration, la section de l'Information Publique de la MONUSCO a organisé une séance de vulgarisation de la Résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations Unies, auprès des jeunes de la ville de Lubumbashi. Près de 200 jeunes venus de différentes associations, ONG et partis politiques ont pris part à cette séance. Au cours de la séance, le chef de Bureau de la MONUSCO, Guirane Ndiaye, ainsi que les chargées des sections Affaires politiques et Information publique ont examiné avec les jeunes, paragraphe après paragraphe, le mandat de la MONUSCO à travers la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les jeunes ont manifesté leur intérêt dans la compréhension du volet "Protection des civils" et l'accompagnement apporté par la Mission au processus électoral en cours en République démocratique du Congo.

Nana Rosine Ngangoue/ MONUSCO



Photo MONUSCO/Nana Rosine Ngangoue

Les Forces armées de la RDC ont également pris part à la cérémonie organisée à Lubumbashi

Sud Kivu : au cœur de la Journée internationale des Casques bleus



Photo MONUSCO/Bilaminou Alao

Les éléments du contingent chinois ont fait une belle prestation qui a été appréciée par le public à Bukavu

La MONUSCO au Sud-Kivu a célébré à Bukavu, le 27 mai 2016, la Journée internationale des Casques bleus avec faste et sérénité lors d'une cérémonie officielle et un show culturel riche en couleurs et en enseignements. La commémoration officielle a débuté par la levée des drapeaux accompagnée de l'hymne de la RDC et des Nations-Unies pour finir avec les mots de circonstance.

Dans son discours, le Commandant de la brigade du Sud Kivu demande de célébrer les Casques bleus et d'être fiers de leur contribution à la pacification du pays. Il souhaite également au peuple congolais

une paix durable et un avenir pacifique. Le chef de bureau de la MONUSCO au Sud Kivu a déclaré, citant le Secrétaire général de l'ONU, que 129 Casques bleus venant de 50 pays différents ont perdu la vie au cours de l'année dernière. Ces soldats de la paix avaient en commun leur héroïsme et la conviction que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies constituent une force pour le bien à travers le monde et doivent le demeurer. Quant à la représentante du Gouverneur de province, elle a souligné que cette commémoration était une occasion pour tout un chacun de faire la rétrospection de ses actions pour



Photo MONUSCO/Bilaminou Alao

Le contingent pakistanais jouant de la musique de leur pays à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale des Casques bleus à Bukavu

la paix. Elle a aussi demandé de rendre un vibrant hommage aux Casques bleus pour leur professionnalisme.

Les participants ont enflammé d'applaudissements le quartier général de la MONUSCO, lorsque les civils et les contingents pakistanais, chinois, bangladais, égyptien et uruguayen ont tour à tour, chanté, dansé, joué du « Luddi » pakistanais et battu les tambours pour montrer leur folklore traditionnel. Au menu, il y avait de la « Rubab », le changement de face chinois appelé Bial Lian, une prière contre le terrorisme et l'interprétation du «Toca que te » uruguayen.

La cérémonie a été clôturée par une visite de stands animés par des Casques bleus civils et en uniforme.

Bilaminou Alao/ MONUSCO

Tshopo : les autorités saluent le courage des Casques bleus

La Journée internationale des Casques bleus de l'ONU a été commémorée, les 27 et 28 mai 2016, à Kisangani. Au menu, figuraient deux activités : une cérémonie commémorative constituée de parades militaires, dépôt de gerbe de fleurs, témoignages en mémoire des Casques bleus tombés au champ de bataille, et une partie récréative faite d'une marche et un match de football qui a opposé l'équipe des FARDC à celle du contingent ghanéen de la MONUSCO.

La cérémonie commémorative s'est déroulée dans l'enceinte du Quartier Général de la MONUSCO, vendredi 27 mai 2016. Elle a connu la présence des forces vives de la province de la Tshopo et des autorités locales. Agrémentée par la fanfare de la Police nationale congolaise, elle a commencé par un dépôt de gerbes de fleurs au pied du mât du drapeau des Nations Unies par le chef de bureau de la MONUSCO et le vice-gouverneur de la province de la Tshopo, et s'est poursuivie par une parade militaire et les discours de circonstance.

Dans son mot de circonstance, le vice-gouverneur de la province de la Tshopo, M. Léon Basango a salué au nom de toute la population de la province de la Tshopo, *«la bravoure de ces vaillants soldats des Nations Unies qui ont donné de leur vie sur le champ de bataille en République démocratique du Congo depuis la première République jusqu'à la période actuelle pendant laquelle la MONUSCO est en train d'accompagner les institutions»*.

Léon Basango n'a pas non plus manqué de saluer les Casques bleus qui sont devenus



Photo MONUSCO/Guy Karema

Le vice-gouverneur de la province de la Tshopo, M. Leon Basango, s'apprête à déposer sa gerbe de fleurs

handicapés physiques, ou qui continuent de souffrir de blessures du fait des guerres à répétition qu'a connues la République démocratique du Congo.

"La province de la Tshopo n'a d'autres mots que de dire merci à toute la Mission", a-t-il conclu.

La partie récréative de cette commémoration s'est déroulée samedi 28 mai 2016. Elle était constituée d'une marche de quatre kilomètres autour de l'aéroport international de Bangoka, à Kisangani, et d'un match de football qui a opposé l'équipe des FARDC à celle du contingent ghanéen de la MONUSCO. A l'issue des quatre-vingt-dix minutes de confrontation, les FARDC se sont imposées

sur l'équipe de la MONUSCO par un score de un but à zéro.

Guy Karema/ MONUSCO

Tanganyika : des Casques bleus célébrée dans la simplicité et la solennité

A Kalemie, simplicité et solennité ont caractérisé la célébration de la Journée internationale des Casques bleus destinée à rendre hommage à tous les hommes et à toutes les femmes qui ont servi et qui servent encore dans les opérations de maintien de la paix. Les activités ont eu lieu les 29 et 30

mai 2016. Le 29 mai, journée dédiée aux Casques bleus, sur l'aire de jeu du quartier Filtisaf, un match de football a opposé l'équipe du Contingent des Casques bleus béninois (BENBATT-10) à l'équipe des jeunes de Maendeleo. Le match s'est soldé par un score nul. Au terme du match très fairplay, des ballons de football ont été offerts aux deux équipes. La musique traditionnelle du Bénin exécutée par les Casques bleus a mis de l'ambiance au stade Filtisaf, sous le regard d'un public visiblement satisfait de la manifestation.

Sur une note plus solennelle, le 30 mai, la MONUSCO Kalemie a honoré la mémoire des Casques bleus qui ont perdu la vie au service de la paix. Dans l'enceinte de son quartier général, une cérémonie d'hommage a eu lieu avec dépôt de gerbes de fleurs et une minute de silence a été observée en leur mémoire. Les autorités provinciales, militaires et de police de Kalemie, ainsi que le personnel du système des Nations Unies, ont pris part à cet événement. Une cinquantaine d'élèves du complexe scolaire la « Lumière » ont été conviés à la cérémonie d'hommage, occasion pour eux d'échanger avec le personnel de la MONUSCO qui sert sous le drapeau des Nations Unies, et plus particulièrement d'expliquer le rôle des "soldats de la paix" dans la province du Tanganyika. Le message du Secrétaire général de l'ONU a été lu lors de cette cérémonie officielle.

En marge des festivités, le contingent du BENBATT-10 organise une séance de don de sang au profit de l'hôpital de référence de Kalemie très sollicité par les populations en cette période propice à la malaria dans la province du Tanganyika. ■

Marcelline Comlan/ MONUSCO



Photo MONUSCO/Marcelline Comlan

L'équipe de football de Benbatt-10 a fait match nul contre celle des jeunes de Maendeleo à Kalemie

Témoignages

La parole aux Casques bleus

La Journée des Casques bleus est une occasion pour rendre hommage aux héros disparus, mais aussi à ceux qui continuent de travailler dans le maintien et la consolidation de la paix pour le compte des Nations Unies dans des théâtres d'opérations souvent extrêmement difficiles. *Echos de la MONUSCO* a choisi de donner la parole à quelques-uns de ces héros, qui sont des hommes et femmes dévoués à la cause de la paix. Certains d'entre eux sont citoyens de la République démocratique du Congo, d'autres viennent d'ailleurs. A travers leurs témoignages, vous découvrirez la diversité de leurs profils, tâches et responsabilités, mais aussi et surtout la passion, le courage, la grandeur d'âme et l'humanisme qui les animent au quotidien.



De Radio Okapi à MINUSTAH FM : le Journalisme au service de la paix

Par Walter Mulondi (RDC), ancien journaliste à Radio Okapi (2001-2005), aujourd'hui chef de la Radio MINUSTAH FM en Haïti.

J'ai choisi de servir dans une mission de maintien de la paix parce que je crois aux valeurs que véhiculent les Nations Unies. Je crois fondamentalement que lorsqu'une mission de maintien de la paix exécute sans faille et sans entrave son mandat... la paix, la sécurité et la stabilité s'en suivent. Je fais partie des trois premiers journalistes engagés à Radio Okapi en janvier 2002 et depuis cette date, je continue de travailler au service des Nations Unies.

Radio Okapi et la réunification de la RDC

Mon travail de journaliste radio contribue énormément au maintien de la paix. Les radios de maintien de la paix sont des radios de service public [indépendantes, informations diversifiées...], qui mettent l'homme au centre des productions. Des débats équilibrés, des émissions d'intérêt public, des informations objectives sur la radio facilitent le dialogue entre belligérants... rassurent, réunifient les auditeurs. C'est notre quotidien. Témoignage : Radio Okapi a commencé ses premières émissions le 25 février 2002. Le territoire de la République démocratique du Congo est subdivisé en trois parties sous contrôle du gouvernement, du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) et du Mouvement de Libération du Congo, MLC. Les représentants des trois parties sont à Sun City en Afrique du Sud pour l'ouverture du dialogue inter congolais. Des radios sous contrôle du RCD et du MLC diffusaient des nouvelles propres à leurs mouvements. Certaines affirmaient pendant la journée que les travaux du dialogue n'allaient pas commencer. Radio Okapi, grâce à nos envoyés spéciaux à Sun City, donna la première, l'information de la soirée, la « une » du jour... *“Les travaux du dialogue intercongolais viennent de s'ouvrir à Sun City en Afrique du Sud. Toutes les parties y participent”*. Je présentais le tout premier journal en swahili du soir. J'avais la gorge nouée d'émotion. Les émissions étaient diffusées en même temps sur la bande FM à Kinshasa, Goma et Gbadolite, les capitales des trois parties au dialogue. Nous eûmes des témoignages de scènes de liesse partout en RDC. Radio Okapi venait de réunifier par les ondes la RDC.

Ma plus grande satisfaction, c'est lorsque les messages transmis par la radio participent à ramener la paix, la réconciliation entre les hommes et les femmes, destinataires des programmes. C'est lorsqu'à travers des

campagnes de sensibilisation, la radio sauve des vies. Des exemples sont nombreux aussi bien en RD Congo, à travers Radio Okapi, qu'en Haïti à travers MINUSTAH FM.

La radio est une bouée de sauvetage

En Haïti justement, au lendemain du tremblement de terre le 12 janvier 2010, MINUSTAH FM a radicalement changé sa grille de programmes. Objectif : s'adapter et répondre au mieux aux besoins d'information de la population : comment se protéger des tremblements de terre, comment réagir face aux répliques sismiques, où et quand trouver de l'assistance ? Quelle agence pourvoit quelle aide ? La radio de l'ONU, service public, diffuse aussi des spots sur la sécurité routière, la santé, mais aussi contre la justice populaire et le lynchage... Dans le département du Centre, une région d'Haïti, un père éploré avait rattrapé le présumé meurtrier de son fils, deux ans après le crime. Une dizaine de personnes, armées de bâtons et de machettes, l'incitaient à achever le présumé meurtrier. Le père refusa et décida de l'amener au tribunal. Lorsque le juge lui demanda pourquoi il ne s'était pas vengé comme le lui demandaient ses partisans, il donna la réponse suivante au juge: *“Radio MINUSTAH FM di nou pa fe tet ou jistis. Mene kriminel yo devan la Jistis”* [Radio MINUSTAH FM nous exhorte à ne pas nous faire justice, et nous demande de transférer tout criminel aux autorités judiciaires]. Pendant les cyclones et autres catastrophes naturelles, les infos services sont très efficaces. La radio est une bouée de sauvetage autant que peut l'être un gilet de sauvetage dans un canot en détresse sur une mer. Finalement, lorsque des manifestants exigent le départ des deux missions où j'ai travaillé, j'ai souvent entendu ceci: *“Partez, mais laissez-nous la radio”*. C'est le même message quand les missions s'approprient à fermer. Lorsque des auditeurs se réapproprient la radio, c'est aussi un motif de grande satisfaction.

Il faut améliorer la gouvernance pour assurer une paix durable

Par Mireille Kamitatu Olungakana (RDC)



Je travaille pour le Département des opérations de maintien de la paix depuis cinq ans. J'ai servi en Haïti et au Mali avant d'être affectée au Siège, à New York, où je travaille actuellement comme spécialiste des affaires civiles au sein de la division des politiques, évaluation et formation (DPET).

Ma passion pour les questions de gouvernance m'a menée vers une carrière onusienne

J'ai toujours été intéressée par les problématiques de gouvernance en Afrique. Servir dans une mission de maintien de la paix, et particulièrement aux affaires civiles, représentait donc une opportunité de mettre mes compétences au service de populations et de pays dont le faible niveau de gouvernance - notamment l'absence de services de base (éducation, santé) et les inégalités de distribution des revenus - a conduit à des conflits. Je voulais contribuer à bâtir une paix durable, ce qui requiert, au-delà de la cessation des hostilités, un travail constant sur la cohésion sociale ainsi que des réformes profondes des normes et systèmes de gouvernance.

Mon travail quotidien consiste à faire en sorte que les équipes de terrain des affaires civiles aient les outils nécessaires pour pouvoir appuyer l'extension de l'autorité de l'Etat, faciliter la résolution de conflits et assurer une implication optimale des communautés dans les différents processus de paix au sein des missions de maintien de la paix dans lesquelles elles sont déployées. Je suis donc chargée de rédiger des politiques, de développer des outils notamment de formation et de prodiguer des conseils pour améliorer le travail des affaires civiles dans ces domaines essentiels pour le maintien de la paix.

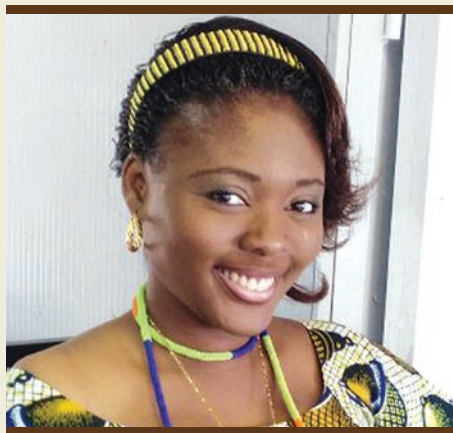
J'ai de l'espoir pour mon pays

Ma satisfaction, ce sont les petites victoires, savoir ce que mon travail rend possible sur le terrain, une rencontre communautaire facilitée qui permet d'apaiser des tensions, un bureau éloigné qui aura les ressources nécessaires pour fonctionner effectivement. Au travers de mes affectations, j'ai eu le plaisir de rencontrer des professionnels, des hommes et des femmes de grande qualité, qui sont réellement animés d'un idéal de paix. Certains servent aujourd'hui au sein de la MONUSCO et cela me donne de l'espoir pour mon pays.

La Journée des casques bleus est une reconnaissance des sacrifices, petits et grands, que nous faisons tous au service de la paix. Pour nous tous, cela signifie souvent vivre loin de nos familles et amis, dans des environnements parfois hostiles mais nous le faisons parce que nous savons que c'est le prix à payer pour ramener la paix. Pour d'autres, malheureusement, le tribut est plus élevé. Au Mali, où je servais il y a encore quelques mois, des dizaines de Casques bleus ont perdu leur vie, des centaines d'autres ont été blessés, victimes d'attentats et d'attaques diverses. En Haïti, la mission a perdu plus de 100 de ses membres lors du tremblement de terre de janvier 2010. La Journée des Casques bleus nous permet de nous remémorer tous ses collègues et amis qui nous ont quittés.

Faire respecter, protéger et promouvoir les droits humains pour tous

Par Liliane Egounlety Kayode (Benin)



Je suis coordonnatrice du Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme (BCNUDH) à Uvira (Sud Kivu). Je travaille depuis dix ans dans le domaine des droits humains au sein de la MONUSCO. J'ai servi successivement à Goma, Kisangani, Dungu, Bukavu, Kinshasa, et Uvira.

Fonctionnaire international : un rêve devenu réalité

Quand j'étais jeune, je rêvais déjà de travailler à l'international. J'ai étudié la diplomatie et les relations internationales à l'Université; les droits de l'Homme et la Démocratie à la Chaire Unesco de mon pays. Servir dans une mission de paix en tant qu'officier des droits de l'Homme est une merveilleuse opportunité qui m'a été donnée, non seulement de pratiquer ce que j'ai étudié, mais aussi et surtout d'aider les populations congolaises en mettant mon savoir et mes expériences à leur service pour leur apprendre à connaître leur droits et à s'organiser pour les revendiquer, les protéger et les promouvoir eux-mêmes afin de contribuer à l'éclosion d'un Etat de droit en RDC.

La justice est indispensable pour la construction et la consolidation d'une paix durable

Au quotidien, mon travail permet aux populations vulnérables, femmes et hommes victimes ou témoins de violations des droits de l'Homme de prendre conscience des possibilités que prévoient les lois de la RDC pour les rétablir dans leurs droits ou pour obtenir réparation pour le préjudice qu'ils ou elles ont subi. Il s'agit par exemple d'écouter une victime pendant quatre heures d'affilée, de la rassurer et discuter avec elle de pistes de solution à son problème, de lui redonner espoir, lui faire comprendre qu'elle peut compter sur le Bureau des droits de l'Homme de la MONUSCO pour le suivi de son dossier auprès des autorités compétentes, de lui redonner le sourire, de l'accompagner à porter plainte, de l'assister à trouver un avocat, etc.; il peut aussi s'agir de mobiliser des fonds et différents partenaires pour l'accompagner dans les procédures judiciaires et ce, jusqu'aux procès. Les victimes réapprennent, à travers cet accompagnement, à redonner confiance aux institutions judiciaires de la RDC pour lutter contre l'impunité et pour les restaurer dans leurs droits, car la Justice judiciaire sensée garantir la justice sociale est indispensable pour la construction et la consolidation d'une paix durable.

Apporter des solutions aux problèmes des populations

Ma plus grande satisfaction dans mon travail est d'apporter des solutions aux problèmes de protection des civils et aux problèmes des droits de l'Homme, notamment aider une personne victime d'arrestation arbitraire et détention illégale à retrouver sa liberté, lutter contre l'impunité des violences sexuelles ou de torture en obtenant des jugements qui octroient des dommages et intérêts aux victimes.

Je suis très fière de la mise en place à Uvira du comité de suivi des violations commises par les FARDC qui est co-présidé par moi-même, coordonnatrice du BCNUDH et le Général des FARDC, commandant des opérations Sukula II de la partie Sud du Sud-Kivu. Ce comité, qui fonctionne de manière très efficace, a permis d'améliorer la collaboration entre le commandement militaire des FARDC, la MONUSCO et la justice militaire. Il a surtout permis d'avancer sur plusieurs dossiers judiciaires concernant des violations graves comme la torture, les exécutions arbitraires, les viols, etc. Grâce à ce comité, les présumés auteurs des violations commises par les FARDC sont mises à la disposition de la justice, permettant ainsi à l'Etat d'une part de lutter contre l'impunité et d'autre part de redorer le blason des forces armées nationales.

Every time, I come across some children smiling, while I am patrolling with my blue helmet, I feel encouraged

By Caporal Doubadji (Morocco)



I have several activities that may vary from one day to another depending on the scheduled operation and the security situation. However, my usual activities are patrolling and escorting, in addition to participating in ensuring the security of MONUSCO facilities. Patrolling day and night inside and outside the city creates an environment of security for the local population. Also, operations that are carried out in the surrounding villages have a positive impact by deterring any negative force's activities.

Contributing to keeping the peace somewhere in the world makes one really feel a great happiness because it is an honorable mission, and the opportunity to participate in peacekeeping is not given to everybody. Besides, another great satisfaction I draw from my work is when patrolling with my blue helmet, somewhere in the city, I come

across some children smiling, watching the patrol, and waving their hands to say hi, I feel encouraged to do my best and keep them smiling and help them grow up in a world full of peace and mercy.

Peacekeeper's day is an opportunity that can be used to tell to the world that there are people who have left their homes and abandoned their families to risk their lives with a view to protecting others who are under threat, providing security to the children and women who have committed no crime.

I am grateful for the chance to serve as a UN Volunteer in MONUSCO

By Andreas Karpati (Switzerland)



As a United Nations Volunteer from Switzerland, currently serving as an Associate Civil Affairs Officer with MONUSCO in Goma, I work in the area of Protection of Civilians, which is one of the key mission priorities. Through its extensive network of field staff deployed to MONUSCO military bases, Civil Affairs ensures that UN peacekeepers are well-connected with the local communities which they have been sent to protect. This involves Civil Affairs staff going on patrol with UN peacekeepers, advising them on local power struggles or ethnic conflicts, organising outreach meetings and supporting communities in setting up their own groups to discuss protection and security issues.

Civil Affairs Officers' role in Protection of civilians

My role is to analyse the information sent by our field staff and to make sure that Protection of civilians-related concerns are understood and acted upon at the provincial level. This could mean sharing information with other MONUSCO civilian sections or humanitarian partners, discussing armed groups' activities with military staff officers or engaging with state authorities and national security forces

for an adequate protection response. An important aspect of my work consists of organizing field missions to produce analyses regarding the threats and vulnerabilities of civilians affected by armed conflict. Field missions are an opportunity to engage in conversation with local authorities as well as military and police officers responsible for protecting a given area, but also to consult a variety of civil society groups and community members.

I believe UN peacekeeping missions can be very successful if they put complementarity between military and civilian components at the heart of their strategy. International Peacekeepers Day is a day to remember those who lost their lives in the service of peace, but also an opportunity to celebrate this unique partnership between dedicated professionals from such different backgrounds.

United Nations Volunteers play an important role within MONUSCO

UN Volunteers make up about half of all civilian staff in MONUSCO and play an invaluable role in ensuring the day-to-day functioning of the mission. For me, the chance to serve as a UN Volunteer in MONUSCO meant that I could experience the daily life in peacekeeping missions I had previously only read about in books. This has allowed me to develop immensely as a professional but also as a person, being exposed to the very real consequences of poverty and armed violence for the first time in my life. When I will eventually leave MONUSCO and the DRC, it will be with a wealth of memories and new professional skills – and a truly in-depth understanding of what peacekeeping really is all about.

From United Nations Volunteer to UN Staff

By Mary Tennent (Great Britain)



This is my second time in the Mission. I came to the DRC for the first time as a UNV Logistics Assistant in 2002. After spending two years, I decided to take on new challenges therefore

I left in 2004. Three years later, I returned in 2007 to MONUSCO as an International UN staff working as Logops Supervisor.

Peace and Peacekeeping are big words that cover many different aspects – political affairs, civil affairs, child protection, conventional military peacekeeping activities etc.

This provides an environment that can be both challenging and frustrating. More often than not it can be extremely interesting and rewarding when you watch large projects reach a successful conclusion, particularly if you know how hard it was to achieve, the obstacles you faced, and the difficulties you endured.

As Logops Supervisor, it is the role of my team and me to make sure that the Field Office runs smoothly. We coordinate major projects, for example, the construction of a DDRRR camp, construction of COBs. We facilitate the work of substantive sections with vehicles, accommodation, special flights, coordination of escorts for security etc. This is to name only few of our tasks.

On a daily basis, we make sure that the militaries and the civilians, serving in a UN mission, have the resources to carry out their tasks as peacekeepers in Bunia and out in the hinterlands.

The greatest satisfaction is ensuring that everyone has access to the resources they require to achieve their goals and fulfill the mission's mandate.

The International Day of United Nations Peacekeepers represents an acknowledgement by both Peacekeepers and the community in which they are working about the importance of peace and the need to work together and support and respect each other's contribution to the process.

Understanding the daily work of Corrections officers in peacekeeping missions

By Jostinah WAWASI MWANG'OMBE (Kenya)



As a Correction Officer in the field (Uvira, South Kivu), I daily visit the prison to mentor, advise and train prison personnel; uniformed and civilian on best prison practices, imitating rehabilitation and reformation activities for inmates and assisting in the record keeping and sentence planning of prisoners. I also carry out enquiries on complaints submitted by prisoners and act as their mouth piece to the judiciary and local authorities on matters pertaining to their detention and conditions of living. In infrastructural developments, I assist the local authorities to identify prison structural reform priorities and submit the funding requests through MONUSCO Quick impact projects (QIPs). Rehabilitation of prisons, building of perimeter walls and women wings etc are some QIPs which I supervised to their successful completion and handover.

By the end of the day, I collect statistics and send written reports to MONUSCO mission hierarchy for further action and information. The more reforms we have in prisons, the easier it is for any country to restructure its criminal justice system and hence fairness in the community. I serve as a link between MONUSCO and the community which I serve, which has a positive impact on peacekeeping.

My greatest satisfaction is that I work directly with my clients in the field (inside prison walls) and that by the end of the day, I get first-hand information and touch lives of the people I serve. I feel good when I record zero incidence of torture in the prisons, I get the engagement of the local authorities in the matters of Prison Reforms and record zero death and escapes from lawful custody. As a long-term output, I am truly dedicated, through my input and others, to see a peaceful stable DR Congo through restructuring of the prison system to a semi-autonomous institution in the near future.

Ensuring gender mainstreaming and increasing the number of female officers within MONUSCO Force

By Major Bhavna Parmar (India)

I joined MONUSCO on 24 January 2016 as the first dedicated Gender & Child Protection Officer.

The role of female peacekeepers in the protection of civilians

Almost 52% of population of DRC is made up of females and to walk in their shoes to understand their real problems, we need female peacekeepers. Uniformed female

peacekeepers in the field help in gaining trust from communities and shaping operations to suit the needs of men and women equally. It's a well-researched and proven fact that women's participation and inclusion into peacekeeping makes humanitarian assistance more effective, strengthens the protection efforts of our peacekeepers, contributes to the conclusion and implementation of peace talks and sustainable peace and accelerates economic recovery.



I am aware that in most countries women represent a very small component of the Defence Forces, but I had not expected it to be the same in MONUSCO. The UN being an international environment, I had expected near equal participation in the Mission for both men and women in the military component as well as civilian staff. However, as there are few military women in the contributing countries, it would be impossible to have an equal participation from these countries.

I think that we should try to increase the number of females in MONUSCO; however it is more important to have them in specific assignments that can directly impact and benefit the Congolese women in this country. But the very fact that the Force has created a dedicated appointment for Gender and Child Protection for gender mainstreaming shows the changes that the military are willing to make to improve the link between civilian authorities within the UN and to help improve Gender mainstreaming in the DRC.

Current priorities for the Gender Adviser within the MONUSCO Force

As a Gender Adviser, I want all components of the Force to be aware of protection, rights and needs of women, gender sensitivity and the importance of involving women in peacekeeping and peace-building measures. My priority is a peacekeeping force well trained in gender and considering gender factor while planning and operating at all levels. ■

Commissaire général Awale Abdounasir : Des milliers de policiers congolais formés pour la sécurisation du processus électoral par la police MONUSCO

Le Commissaire Général Awalé Abdounasir, de nationalité djiboutienne, a pris ses fonctions à la tête de la Police des Nations Unies (UNPOL) au sein de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo, le 22 février 2016. Depuis lors, il a effectué de nombreuses visites de terrain dans les différentes zones d'intervention de la MONUSCO, notamment dans l'est du pays, pour s'enquérir de la situation et trouver des solutions aux problèmes qui relèvent de sa compétence. Il revient ici, pour Echos de la MONUSCO, sur les nombreuses facettes du travail de la Police des Nations Unies en RDC.

Vous avez pris le commandement de la Police MONUSCO il y a trois mois. Quel bilan faites-vous des réalisations de cette composante de la Mission ?

Beaucoup de bonnes choses ont été faites pour la Police nationale congolaise (PNC), mais aussi pour les populations congolaises conformément à notre mandat, notamment en rapport avec la protection des civils, la participation à la stabilisation, l'appui au processus électoral et la protection des installations des Nations Unies. A titre d'exemples on peut citer, entre autres, notre apport dans l'élaboration de textes juridiques fondamentaux régissant la PNC, comme la loi organique régissant l'organisation et le fonctionnement de la PNC, la loi portant sur le statut du personnel de carrière de la Police nationale congolaise, le plan d'action quinquennal (PAQ) budgétisé de la réforme de la police 2012-2016 qui est en phase d'évaluation et qui sera suivi par un nouveau PAQ. En outre, des milliers de cadres et d'agents de la PNC ont été formés dans divers domaines, notamment la police



Photo Tiers

judiciaire, la police de l'air et des frontières, la police de la circulation routière, le maintien et le rétablissement de l'ordre public. Les policiers des Nations Unies travaillent à rendre cette police plus professionnelle et

respectueuse des droits de l'Homme et des règles d'un Etat de droit.

Si on parle de protection des civils, on pense souvent à la Force. Quel est le rôle



Photo MONUSCO/Michael Ali

La Police nationale congolaise prenant part à la parade organisée par la MONUSCO à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des Casques bleus à Kinshasa

de la Police des Nations Unies dans ce domaine ?

Les policiers des Nations Unies sont dans les zones libérées pour participer à la restauration de l'autorité de l'Etat. Nous faisons des patrouilles de jour comme de nuit dans des zones où nous avons nos unités de police constituées. Dans les zones où nous n'avons pas d'unité de police constituée, ces patrouilles se font avec la Force de la MONUSCO, les FARDC et nos policiers individuels pour la protection des populations civiles. La Police des Nations Unies a connu un développement fulgurant avec la Résolution 2185 qui lui est entièrement et spécifiquement consacrée. Elle nous reconnaît un plus grand rôle sur la gouvernance de la sécurité, la réforme du secteur de sécurité, la lutte contre la criminalité transnationale et son impact sur la sécurité. Ces domaines demandent des expertises spécifiques et avérées que les pays contributeurs doivent envoyer pour aider à la restauration de la paix. Nous avons commencé à en recevoir et nous poursuivons dans ce sens.

La Résolution 2277 donne à la police MONUSCO plus de responsabilités, pouvez-vous nous dire quelles sont les orientations ou actions que vous prévoyez pour les mois à venir ?

Du 4 au 5 mai, nous avons organisé une retraite à Goma au cours de laquelle nous avons fait le bilan des résultats que nous avons obtenus par rapport à la précédente résolution, la 2211, et nous nous sommes penchés sur la 2277 pour déterminer les

tâches qui nous sont assignées. Nous nous alignerons sur l'analyse faite de la résolution 2277 lors des retraites respectives du pilier Opérations et de la MONUSCO qui ont mis l'accent principalement sur la protection des civils, la stabilisation, la gouvernance démocratique et la réforme des institutions, qui constituent les trois axes autour desquels la MONUSCO est en train de développer le Concept de la Mission. En vue de favoriser l'intégration des activités de la Composante dans celles des bureaux pour l'exécution du mandat et aussi, en vue de la stratégie de sortie, le plan de travail de la Police MONUSCO résultera des plans de travail de ses différentes Sections dont celle de la section des opérations qui émanera de ceux des secteurs.

La même résolution évoque également la stratégie de sortie de la Mission. Comment la police y participera-t-elle ?

Nous travaillons à rendre la PNC plus professionnelle par la formation et depuis quelques temps nous formons beaucoup plus de formateurs pour qu'ils puissent assurer le travail quand la Mission quittera le pays. Nous ne savons pas quand, mais nous n'attendons pas que la date approche pour commencer ce travail. Nous y travaillons et je pense qu'au moment de quitter, la composante Police de la MONUSCO laissera des collègues congolais plus aptes à faire le travail qu'effectue tout policier à travers le monde pour le bien des populations civiles.

La gestion sécuritaire du processus électoral doit être menée par la police.

Quelle sera la place d'UNPOL dans ce processus ?

La composante police de la MONUSCO est bien avancée dans la planification de la gestion sécuritaire du processus électoral. Des milliers de policiers congolais ont été formés pour la sécurisation du processus électoral par la police MONUSCO et ces formations continuent à travers la RDC. Un effort est aussi fait pour le renforcement de l'équipement approprié de travail et de gestion démocratique des foules au profit de la PNC.

Que représente, pour vous, la journée des Casques bleus célébrée le 29 mai de chaque année ?

C'est le moment pour moi de rendre "hommage au professionnalisme, au dévouement et au courage des Casques bleus, qui servent aujourd'hui dans des conditions difficiles" pour reprendre les mots du Secrétaire général des Nations Unies. Je salue le dévouement, l'abnégation de tous ces hommes et femmes qui ont accepté de travailler dans des conditions très difficiles et souvent au risque de leur vie. Je leur rends un vibrant hommage. Je ne saurais terminer sans une pensée pieuse pour tous les collègues qui sont tombés en Mission en apportant la paix à travers le monde et comme vous pouvez l'imaginer ma pensée va aux collègues de la MINUSMA, d'où je viens, et qui traversent des moments difficiles. ■

Interview réalisée par Mbaye Sady DIOP,
Chief PIO UNPOL/ MONUSCO

Les partenaires de la RDC s'inquiètent des tensions politiques grandissantes

La situation politique tendue en République démocratique du Congo fait l'objet d'une profonde préoccupation au sein de la communauté internationale. Le retard pris dans l'organisation du dialogue décrété par le chef de l'Etat congolais, le retard observé dans les préparatifs en vue de l'organisation des prochaines élections, le récent arrêt de la Cour constitutionnelle sur le maintien du Président Joseph Kabila en poste jusqu'à l'installation du nouveau président élu et la multiplication des procédures judiciaires contre certains opposant sont autant de sujets qui préoccupent en alerte différents partenaires de la République démocratique du Congo.

✎ Par Nana Rosine Ngangoue/MONUSCO



Photo Radio Okapi/John Bompengo

Corneille Nangaa, président de la Commission électorale nationale indépendante de la RDC

Le 26 mai, dans une déclaration de son porte-parole, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est dit profondément préoccupé par les informations relatives aux tensions politiques grandissantes, liées à l'incertitude qui persiste autour du processus électoral en République démocratique du Congo.

Quelques jours auparavant, le 21 mai dernier, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) avait clairement exprimé sa préoccupation quant à l'évolution de la situation. Dans

un communiqué, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la MONUSCO, Maman Sidikou, s'est dit profondément préoccupé par les tensions politiques croissantes en RDC. Il a noté, à cet égard, que la multiplication des procédures judiciaires, ainsi que tous les autres actes ayant pour effet de rétrécir l'espace politique, ne feront qu'exacerber ces tensions et rendre encore plus difficile la tenue du dialogue politique que le Président de la République appelle de ses vœux. Il en a appelé au respect scrupuleux de l'état de droit et des libertés fondamentales garanties par la Constitution.

Les Etats Unis d'Amérique ont également émis les mêmes inquiétudes. Le porte-parole adjoint du département d'Etat américain, Mark Toner, a dénoncé, dans un communiqué publiée le 21 mai dernier par l'Ambassade américaine à Kinshasa, "la multiplication des intimidations et des cas de harcèlement et de détention des membres de l'opposition et des leaders de la société civile à travers la RDC". Il souligne que "un gouvernement ne peut appeler au dialogue entre les parties prenantes tout en harcelant, arrêtant et emprisonnant simultanément les personnes appelées à y participer". D'après ce document, Washington étudie les possibilités d'appliquer "des sanctions en réponse à ce schéma croissant de l'oppression en RDC".

Cette déclaration fait suite à celle publiée par l'envoyée spéciale de la Grande-Bretagne pour la région des Grands Lacs, Danae Dholakia, qui informe que Londres et ses partenaires européens envisagent des "sanctions ciblées" contre des responsables "d'actes de répression" politique en République démocratique du Congo.

Le Gouvernement dénonce les menaces de sanctions brandies contre lui

La réaction des autorités congolaises face à ce qu'elles appellent "l'ingérence des Etats étrangers dans les affaires intérieures de la RDC ne s'est pas fait attendre. C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, a dénoncé le recours par certains partenaires à un discours teinté de menaces à géométrie variable et d'application sélective dans la région, selon ses propres mots.

M. Tshibanda a affirmé que ce comportement est contraire au droit international, qui proscrit tant l'ingérence dans les affaires intérieures des autres États, que le recours à la force, ainsi qu'à la menace



Edem Kodjo, facilitateur désigné par l'Union africaine pour accompagner le dialogue politique national en RDC

de la force sous quelque forme que ce soit, car constitutives d'atteinte à la souveraineté desdits Etats. Raymond Tshibanda soutient que la RDC est, en Afrique, l'un des pays les plus avancés en matière de respect et de promotion des libertés publiques, notamment la liberté de la presse, la liberté d'expression et d'autres droits civiques et politiques collectifs et individuels

Manifestation contre l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle sur l'article 70 de la Constitution

La tension politique en RDC est montée d'un cran ces dernières semaines suite au récent arrêt de la Cour constitutionnelle sur le maintien du Président de la République en poste jusqu'à l'installation du nouveau Président élu. L'arrêt de la

Cour constitutionnelle de la RD Congo, prononcé le 11 mai, dispose que Joseph Kabila, président congolais sortant, pourrait rester au pouvoir au-delà de son mandat en attendant l'installation effective d'un nouveau président élu. Jeudi 26 mai, plusieurs plates-formes de l'opposition notamment le G7, la Dynamique de l'opposition, le Front citoyen et une frange de la Société civile ont organisé des marches à travers le pays, pour dénoncer, entre autres, l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur la fin du mandat du Président de la République. Autorisées à Kinshasa et Bukavu, ces marches ont été interdites dans d'autres provinces de la RDC.

Justement, au chapitre des élections, le retard pris dans la préparation du scrutin présidentiel prévu en novembre

prochain est également épinglé par de nombreux observateurs comme principale source de tension politique dans le pays. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) vient juste d'entamer la procédure qui doit conduire à la révision du fichier électoral. Selon la CENI, cette opération devrait s'étendre au-delà du délai constitutionnel de novembre 2016 pour la tenue de l'élection présidentielle. A six mois de l'échéance constitutionnelle, les Congolais attendent encore la publication d'un nouveau calendrier électoral, le précédent ayant été dépassé. Le président de la CENI, Corneille Nangaa, a récemment déclaré que son institution n'attendait que l'option consensuelle de la classe politique congolaise avant de publier le calendrier électoral.

Appel au dialogue comme solution à la crise politique

La plupart des partenaires de la RDC soutiennent la nécessité pour les protagonistes congolais de participer au dialogue. Selon le chef de la MONUSCO, Maman Sidikou, seul un dialogue politique véritablement inclusif et respectueux de la Constitution permettra aux acteurs congolais de relever avec succès les défis de l'heure, en particulier ceux liés au processus électoral. Point de vue partagé par l'Union européenne qui, dans une récente déclaration, estime que la tenue d'un dialogue est nécessaire pour débloquer la situation et sortir la RDC de l'impasse. L'UE considère en effet qu'il est devenu urgent de tenir un dialogue politique bref et précis entre tous les acteurs représentatifs afin d'arriver rapidement à un consensus sur une feuille de route claire, sur la base d'un calendrier et des besoins financiers crédibles à présenter à la CENI, dans le respect de la Constitution.

Cependant, sur le terrain, les choses peinent à décoller. L'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo, désigné par l'Union africaine pour faciliter le dialogue politique, doit encore faire face à plusieurs difficultés, notamment l'indécision de plusieurs acteurs politiques à y prendre part, la difficile équation du choix des représentants des différentes composantes, notamment l'opposition, pour faire partie du comité préparatoire du dialogue.

C'est dans ce contexte que le Secrétaire général des Nations Unies a appelé tous les acteurs politiques congolais à placer les intérêts du pays au-dessus des leurs en s'engageant de manière constructive dans un dialogue politique visant à résoudre pacifiquement leurs divergences. Il les a exhortés à coopérer pleinement avec le facilitateur du dialogue, M. Edem Kodjo. ■



Le Président de la CENI, Corneille Nangaa, lors de sa rencontre avec l'Envoyé Spécial de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, le togolais Edem Kodjo, mardi 19 janvier 2016, à Kinshasa

Abdourahamane Diallo, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO en RDC

La liberté de la presse est un des piliers de la démocratie et de l'Etat de droit



Photo MONUSCO/Michael Ali

Abdourahamane Diallo répondant aux questions des journalistes au cours de la conférence de presse One UN du 4 mai 2016, à Kinshasa

Le monde entier a célébré, mardi 3 mai 2016, la Journée internationale de la liberté de la presse sous le thème suivant : « *Accès à l'information et aux libertés fondamentales - C'est votre droit !* ». A cette occasion, *Echos de la MONUSCO* vous propose un entretien avec le Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO en RDC, Monsieur Abdourahamane DIALLO, qui fait ici le point sur l'état actuel de la liberté de la presse en RDC, ainsi que les défis liés à l'accès à l'information et les actions entreprises par l'UNESCO pour y répondre. Il répond aux questions de son homonyme, Abdourahmane Diallo, rédacteur en chef du magazine *Echos de la MONUSCO*.

Echos de la MONUSCO : Quelle est, à ce jour la situation de la liberté de la presse en RDC ?

Abdourahamane DIALLO :

La liberté de la presse est un des piliers de la démocratie et de l'Etat de droit. Nous félicitons la volonté politique du Gouvernement en faveur de l'amélioration du cadre institutionnel et juridique de l'exercice de la liberté de la presse, et en particulier le processus de dépenalisation des délits de presse lancé par le ministre des Médias en novembre 2015 ; nous saluons aussi l'engagement des journalistes qui, de plus en plus, prennent conscience de leur responsabilité sociale dans la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance. Cet engagement a été exprimé par la tenue à Kinshasa, en mai 2015, des premières journées déontologiques de la presse congolaise et, en mai 2016, d'un séminaire national sur le rôle des journalistes en période de crise. Toutefois, l'UNESCO reste très préoccupée par les atteintes de toute nature à la liberté de la presse. Nous sommes tout autant préoccupés par les fautes et dérives professionnelles commises par certains professionnels des médias. Tous ces cas de figure représentent des menaces et des atteintes à la liberté de la presse, et nous rappelons chaque fois aux uns et aux autres leur responsabilité devant les impératifs du respect des principes et des fondamentaux de la liberté de la presse et de l'éthique journalistique.

Que fait l'UNESCO face aux atteintes à la liberté de la presse, particulièrement les assassinats ?

Chaque fois qu'un journaliste est emprisonné, menacé, ou tué dans l'exercice de sa profession, l'UNESCO ressent cela comme une attaque contre l'Etat de droit et contre la démocratie. Et c'est par la voix de notre directrice générale que nous condamnons avec la dernière énergie les assassinats des journalistes et demandons aux Etats de lancer des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de ces crimes. Pour le cas de la RDC, elle a eu à condamner et réclamer l'ouverture d'une enquête sur le meurtre de Germain Kennedy Muliwavyo



Photo MONUSCO/Michael Ali

Une vue de la salle de conférence au quartier général de la MONUSCO : M. Diallo, en compagnie de Charles Bambara et Florence Marchal, face à la presse

de la radio télé Muungano, tué alors qu'il couvrait des opérations des Forces armées de la RDC (FARDC) contre les rebelles de l'Alliance des forces démocratiques (ADF). L'UNESCO a conduit les nations du monde à proclamer la date du 2 novembre "Journée internationale de la fin de l'impunité pour des crimes commis contre les journalistes", que du reste, nous avons déjà célébrée à deux reprises ici en RDC, en 2014 et 2015. C'est pour nous l'occasion d'inviter les Etats membres à développer des mécanismes de justice qui s'imposent afin de poursuivre et condamner les auteurs des meurtres et des assassinats des journalistes partout dans le monde.

La JMLP 2016 est célébrée sous le thème «Accès à l'information et aux libertés fondamentales - C'est votre droit !». Pourquoi ce thème ?

2016 marque le début d'un nouveau cycle de 15 ans pour les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015. Le thème de cette année met en relief les liens entre la liberté de la presse et le développement durable, le fil conducteur étant le rôle du journalisme ainsi que l'importance de préserver ceux qui proposent ces services au public. La liberté de la presse et le droit à l'information ont une incidence directe sur la réalisation de ces objectifs, et peuvent être également considérés eux-mêmes comme des objectifs implicites. Et j'ai un immense plaisir de vous informer que la communauté internationale va célébrer le 28 septembre de cette année, la première Journée internationale du droit d'accès à l'information, un droit humain nécessaire pour la protection et la jouissance

des autres droits, y compris le droit à la liberté d'expression.

Quels sont à votre avis les principaux défis liés à l'accès à l'information dans le contexte de la RDC ?

Ils sont de trois ordres. Sur le plan institutionnel, le défi majeur porte sur la mise en œuvre des garanties constitutionnelles, réglementaires, juridiques, statutaires et politiques en vue de gagner le pari de l'accès à l'information pour tous et par tous. Sans une législation, une régulation et une autorégulation efficaces, l'accès à l'information risque de demeurer un leurre. Ce défi est en train d'être relevé par le pays avec l'adoption depuis 2015 par le Sénat congolais de la loi sur l'accès à l'information qui devra, par la suite, faire l'objet d'un deuxième traitement au niveau de l'Assemblée nationale. Sur le plan professionnel, l'accès à l'information comporte en soi des exigences auxquelles les journalistes sont censés souscrire, notamment l'observance des normes éthiques et professionnelles comme principe par excellence devant garantir un meilleur accès aux sources d'informations. Enfin, sur le plan pédagogique, -et ceci touche le grand public-, il faudra aussi vulgariser la loi sur l'accès à l'information, une fois promulguée, et former suffisamment la population sur son droit d'accès à l'information.

Quelles sont les actions que mène l'UNESCO pour promouvoir l'accès à l'information ?

L'UNESCO appuie tous les acteurs nationaux du secteur des médias dans leurs actions pour la promotion de l'accès à l'information; nous avons soutenu avec d'autres bailleurs le processus qui a abouti à l'élaboration

d'un projet de loi sur l'accès à l'information; nous sommes présents dans la mise en œuvre, suivant une approche concertée avec d'autres bailleurs, des programmes d'appui à la promotion de la liberté de la presse et du droit à l'accès à l'information. De même, à travers notre approche intersectorielle incluant, tout à la fois, l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information, nous nous consacrons essentiellement à la promotion de l'accès à l'information en général, et de l'accès aux savoirs en particulier qui par ailleurs, sont tous deux au cœur des fondements de tous les droits dont jouit la personne humaine. Aussi, le projet "Renforcer les radios locales par les TIC" en cours d'exécution depuis 2012 sur financement de la coopération suédoise a permis de doter ces médias des capacités et des compétences indispensables pour booster le droit d'accès à l'information. Les outils tels que l'internet, le téléphone portable, et les logiciels de gestion des sms intégrés dans la production radiophonique, ont aidé les médias à créer des espaces de communication interactive qui garantissent le droit d'accès à l'information et la libre expression en milieu rural. Enfin, d'autres actions menées par l'UNESCO telles que la formation continue des journalistes sur plusieurs thématiques liées à leur profession (les perspectives du genre et des indicateurs des égalités des genres dans les médias, l'intégration des TIC, la couverture électorale, le traitement des questions environnementales et le journalisme d'investigation) ainsi que l'appui à la mise en place d'une Maison de la presse, concourent également à la promotion de la liberté d'expression et, au-delà, au droit d'accès à l'information ■

HONORONS NOS HÉROS



JOURNÉE INTERNATIONALE des CASQUES BLEUS des NATIONS UNIES